

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS4/1

12 avril 1995

(95-0915)

Original: anglais

ETATS-UNIS - NORMES CONCERNANT L'ESSENCE NOUVELLE ET ANCIENNE FORMULES

Demande de consultations présentée par le Brésil au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994

Le Secrétariat a reçu le 10 avril 1995 la communication ci-après, que la Mission permanente du Brésil a adressée au Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales à Genève, et qui est distribuée conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le gouvernement brésilien demande par la présente au gouvernement des Etats-Unis de se prêter à des consultations au sujet de l'application discriminatoire de la "Réglementation concernant les combustibles et les additifs pour combustibles - normes pour l'essence nouvelle et ancienne formules" (Réglementation sur l'essence) publiée le 16 février 1994 par l'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis. Cette demande est présentée conformément à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article 14.1 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, instruments qui sont annexés à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le gouvernement brésilien demande l'ouverture de ces consultations parce qu'il estime que la Réglementation sur l'essence est incompatible avec l'obligation d'accorder le traitement national, au sens de l'article III du GATT de 1994, à l'essence brésilienne importée aux Etats-Unis. La Réglementation sur l'essence contrevient aussi aux obligations incombant aux Etats-Unis au titre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, notamment celle de faire en sorte qu'en appliquant leurs normes techniques aux produits importés les Etats-Unis accordent à ceux-ci un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale.

Conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le gouvernement brésilien demande aux Etats-Unis de lui donner une réponse dans les dix jours et d'engager des consultations dans les 30 jours suivant la date de réception de la demande. Conformément au paragraphe 4 de l'article 4 du Mémorandum d'accord, le gouvernement brésilien notifie cette demande de consultations à l'Organe de règlement des différends, au Conseil du commerce des marchandises et au Comité des obstacles techniques au commerce.